

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 044/OLUCOME/05/2017 PORTANT SUR LA
DEMANDE DE L'OLUCOME AUX PRESIDENTS DE L'EAST AFRICAN COMMUNITY
(EAC) DE DONNER UNE RESOLUTION FERME SUR LA CRISE PERISISTANTE AU
BURUNDI.**

« Face à un pays qui n'a ni de devises, ni des produits pétroliers, ni des médicaments, ni de l'électricité et qui ne garantit pas les besoins fondamentaux de son citoyen, l'EAC devrait clarifier sa position par rapport à la crise politique persistante au Burundi et donner sa position ferme sur la résolution de cette crise avant fin juin 2017. »

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) vient d'apprendre avec joie qu'en date du 19 au 20 Mai 2017, se tiendra dans la ville de Dar-es-Salaam en République Unie de Tanzanie, le sommet des Chefs d'Etats de la Communauté de l'Afrique de l'Est et la question sur la crise actuelle au Burundi figure à l'agenda.
2. D'après le constat de l'OLUCOME, les préoccupations actuelles des politiciens burundais, des autorités en place et des citoyens diffèrent très largement. Les autorités en place se préoccupent beaucoup de l'amendement de la Constitution burundaise spécialement en ce qui est des mandats présidentiels. Les autres politiciens se préoccupent du respect de la constitution burundaise et des accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation alors que les citoyens se préoccupent surtout de comment ils puissent satisfaire primordialement leurs besoins fondamentaux de se nourrir, se loger, se vêtir et de se faire soigner face à la pauvreté extrême qui hante le pays.
3. Les préoccupations des uns et des autres étant divergentes, les problèmes socio-économiques quant à eux prennent une allure alarmante. En effet, le Burundi connaît actuellement un recul important de son activité économique d'autant plus qu'il n'y a pas de devises, de carburant dans tout le pays, de l'électricité, de médicaments, ... bref, la vie socio-économique est presque à l'arrêt tout en sachant que le taux de croissance économique en 2016 a été de -0,5% contre 4,7% en 2014. Ces problèmes de carence de carburant dans tout le pays, de l'électricité, de médicaments, ...viennent de passer plusieurs mois sans aucune solution suite au manque de devises au pays. Cette situation dramatique occasionne l'augmentation des prix des biens et services alors que le pouvoir d'achat diminue du jour au jour car aujourd'hui le Burundi est le dernier pays le plus pauvre au monde avec un PIB et un revenu par habitant le plus faible au monde. Actuellement, certains citoyens vont à pied au service, mangent difficilement une fois le jour, bref ils survivent.

lp

4. L'un des facteurs majeurs de ce déclin économique est le gel de financement extérieur causé par la dégradation des relations diplomatiques entre le Burundi et ses partenaires. L'Observatoire tient ici à remercier l'Union Européenne pour avoir financé à hauteur de 11 millions d'euros un projet d'Appui de Transition au Secteur de l'Énergie (ATASE) qui a facilité la disponibilité d'une centrale thermique privée de 10 MW loué par la REGIDESO pour la période d'avril 2015 à avril 2017 d'autant plus que le Gouvernement en place ne cesse de faire des injures contre ses partenaires techniques et financiers. La part de cette centrale dans la production de l'électricité au Burundi représente 25%.
5. Pour contribuer à la résolution de la crise actuelle au Burundi, l'OLUCOME vient de transmettre aux Chefs d'Etats de l'EAC, à la Facilitation dans la crise burundaise et à d'autres partenaires un document traitant dans l'impartialité la question du Burundi intitulé : « Position de l'OLUCOME face à la crise actuelle du Burundi : causes, conséquences et solutions. » Dans la même perspective, l'Observatoire dédie cette semaine du 18 au 25 mai 2017 au débat contradictoire comme mode de règlement de conflits et du développement économique au Burundi. Durant cette semaine, l'OLUCOME va se prononcer sur le contenu de ce document sur certains sujets à savoir :
- Le respect strict de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation et la constitution burundaise en général, la limitation des mandats présidentiels et du respect de la transparence et de la gouvernance dans la gestion de l'Etat tout en garantissant l'équilibre ethnique et du genre dans les services de l'Etat en particulier ;
 - Rompre avec la culture de l'impunité, les injustices sociales et l'impunité des crimes économiques et du sang ;
 - Le strict respect des valeurs démocratiques et de la gouvernance dans toutes ses formes (les élections libres, transparentes et non contestables, la liberté d'association, d'expression et de presse, la séparation nette des trois pouvoirs : le judiciaire, le législatif et l'exécutif mais également de l'opposition politique, des médias et de la société civile) ;
 - La lutte contre la corruption, le déclin économique au Burundi et la détérioration des bonnes valeurs entravant le développement durable du pays ;
 - Le rôle de la commission Vérité et Réconciliation au Burundi dans la lutte contre l'anxiété chronique et la dé traumatisation sociale après cette crise politique au Burundi.
6. Enfin, l'OLUCOME s'indigne profondément de voir combien la population souffre énormément sans savoir d'où proviendra leur salut car les dirigeants en place qui devraient résoudre ces problèmes au pays ne s'attèlent qu'à chercher des moyens de se maintenir au pouvoir. A cet effet, l'Observatoire demande en premier lieu aux Présidents de l'EAC de prendre la question en main et de sortir une résolution ferme contraignant toutes les parties en conflit particulièrement le Gouvernement du Burundi de participer dans les pourparlers externes faute de quoi des sanctions seront infligées aux contrevenants, en second lieu d'arrêter le processus d'amendement de la Constitution par le Gouvernement en place jusqu'au moment où

les conclusions des pourparlers externes l'autorisent, en troisième lieu de préciser que la période de ces pourparlers ne dépasse pas la fin du mois de juin 2017 et en quatrième lieu de prendre une décision sur la participation inclusive de tous les vrais protagonistes dans la crise burundaise.

Fait à Bujumbura, le 18/05/2017

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

